Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
Procès-verbal de la séance du 3 juin 2016 - n° 44
approuvé en séance le 10 novembre 2016

Convocation adressée aux membres du CHSCT D le 26 mai 2016

Membres présents :

Représentante de l'administration :

Mme Dominique FIS, directrice académique des services de
l'éducation nationale de l'Isère
Mme Céline BLANCHARD, secrétaire générale de la DSDEN

Représentants des personnels :

Pour FSU :

membres titulaires

M. Jean VINCENT

Mme Isabelle AMODIO

M. Freddy PEPELNJAK

membres suppléantes

Mme Pascale SEGAFREDO

Mme Valérie FAVIER

Mme Marilyn MEYNET

Pour UNSA :

membre titulaire

M. Richard GIRERD

membres suppléants

Mme Céline VIALLET

M. Francis MENEU

Pour SGEN-CFDT :

membre titulaire

M. Samir ACHOUR

Pour FNEC-FP-FO :

membre titulaire

M. Claude AGERON

Membres de droit, experts et personnalités qualifiées :

M. Benoît GONON, conseiller de prévention académique –
rectorat de Grenoble

Mme Martine POURCHET, conseillère de prévention
départementale 1^{er} degré – DSDEN Isère

Mme Laurence MARTELOT, conseillère de prévention
départementale 2^d degré

Membre désignée :

Mme Catherine MARTIN-BORRET, Division de la
Communication et de la Logistique de la DSDEN, assure le
secrétariat de séance

Ordre du jour : (adressé lors de la convocation)

- Approbation du procès-verbal de la séance du CHSCT départemental du 2 février 2016
- Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du CHSCT départemental du 24 septembre 2015
- Suivi des situations et des visites d'établissements :
 - validation du compte-rendu de la visite de la cité scolaire LR
 - validation du compte-rendu de la visite de SD
 - retour sur la visite du 2 juin à l'école TF à HY
- Enquête relative à l'évaluation des conséquences sur les conditions de travail des personnels de l'éducation nationale suite à la mise en œuvre des rythmes scolaires : communication aux enseignants, exploitation de la question ouverte
- Questions diverses

- **Approbation du procès-verbal de la séance du CHSCT départemental du 2 février 2016**

La directrice académique ouvre la séance et demande s'il y a des déclarations liminaires. Sans réponse, elle présente à l'approbation le procès-verbal de la séance du CHSCT D du 2 février 2016.

M. AGERON déclare qu'il a fait des propositions de modifications qui n'apparaissent pas dans la version signée et transmise aux membres. Il précise que ses remarques ont été transmises à la DSDEN après la signature de M. VINCENT.

La secrétaire générale explique que, selon la procédure habituelle, le document a été transmis pour relecture à M. VINCENT le 14 avril. Aucune remarque ni modification n'ayant été demandée par les membres, M. VINCENT a signé le 26 avril. Elle ajoute que tout est mis en œuvre pour effectuer la rédaction dans un délai raisonnable et donner suffisamment de temps aux membres du CHSCT D pour relire et faire part de leurs observations.

Mme AMODIO fait remarquer que le compte-rendu pour relecture a été transmis aux membres durant les congés de printemps avec un délai de réponse pour la rentrée. Les représentants des personnels ne consultant pas leur messagerie durant les congés, ils n'ont pas pu en avoir connaissance.

La secrétaire générale admet cela tout en faisant valoir que lorsque le secrétaire du CHSCT D signe le document cela signifie qu'il s'est assuré auparavant que tous les membres l'ont lu.

La directrice académique ajoute que M. VINCENT aurait pu surseoir à la signature ce qui aurait été préférable à la situation présente. Elle accepte l'explication relative aux congés des élèves et déclare que s'il y a quelques observations, celles-ci pourraient être prises en compte dans l'immédiat à condition qu'elles ne soient pas trop nombreuses auquel cas, elle propose de reporter l'approbation du procès-verbal à la prochaine séance.

M. MENEU estime qu'il est préférable de surseoir à l'approbation.

La secrétaire générale approuve en demandant aux membres du CHSCT D de faire remonter toutes leurs demandes de modifications à M. VINCENT.

L'approbation du procès-verbal de la séance du 2 février 2016 est reportée à la prochaine séance.

➤ **Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du CHSCT départemental du 24 septembre 2015**

La directrice académique présente à l'approbation de l'assistance le procès-verbal de la séance extraordinaire du CHSCT D du 24 septembre 2015.

Le procès-verbal de la séance extraordinaire du 24 septembre 2015 est adopté à l'unanimité.

➤ **Suivi des situations et des visites d'établissements :**

- Validation du compte-rendu de la visite de la cité scolaire LR

La secrétaire générale rappelle que la visite a eu lieu le 11 janvier 2016 et annonce que le compte-rendu a été transmis à la DSDEN le 26 avril par M. VINCENT.

Mme MEYNET fait remarquer que le compte-rendu ne présente aucune annotation de la part des représentantes de la DSDEN, elle demande si cela veut dire qu'elles n'ont rien à ajouter ou qu'elles approuvent.

La secrétaire générale répond que les représentants de l'administration n'ont pas d'observations à faire car ce sont les représentants des personnels composant la délégation qui sont seuls en charge du compte-rendu.

Mme MEYNET fait part de son étonnement car Mme MARTELOT et M. GONON faisaient également partie de la délégation.

La secrétaire générale explique qu'ils sont présents à titre d'experts et souligne que l'objectif du compte-rendu est d'avoir un retour formalisé afin d'informer les membres qui n'ont pas assisté à la visite. Elle ajoute que cela sert par ailleurs de support à un temps d'échanges.

La directrice académique demande si le compte-rendu peut être validé.

M. VINCENT confirme que le compte-rendu peut être validé, cependant, les membres du CHSCT D doivent retourner sur place pour le présenter comme cela avait été promis aux personnels de la cité scolaire LR.

La secrétaire générale précise que la procédure prévoit l'envoi du compte-rendu au chef d'établissement.

Mme MEYNET rappelle que cette visite a été très difficile et que les personnels et la direction rencontrent des difficultés quotidiennes. Elle informe qu'à défaut d'actes concrets de la part de la direction, il semblerait qu'il y ait eu un début de communication et d'échanges.

La directrice académique observe que cette visite présente des aspects bénéfiques, entre autre, le fait que chacun se soit exprimé librement.

M. GONON admet que cela a permis d'apaiser la situation.

La directrice académique déclare qu'à l'avenir il y a lieu de décider dans quels cas, la délégation retournera rencontrer les personnels et comment cela doit s'effectuer.

M. GONON explique que la veille, en CHSCT académique, il a été décidé d'élaborer les « bonnes pratiques » parmi lesquelles un délai raisonnable quant aux retours faits aux établissements. A cette occasion, une procédure pourrait être mise au point pour ce type de situation.

Mme MEYNET ajoute que la chef d'établissement est d'accord pour cette rencontre.

La directrice académique indique qu'il faudrait intégrer ce retour dans le protocole des visites même si celui-ci n'aura pas lieu à chaque fois.

Mme AMODIO soulève un autre sujet : à la dernière séance du CHSCT D, le 2 février 2016, un avis a été émis, or, l'administration n'y a pas répondu. Elle constate qu'aucun des membres représentants des personnels n'a reçu d'information à ce sujet.

Mme MARTELOT précise que selon la procédure convenue, elle a transmis par e-mail, l'avis avec la réponse de l'administration à M. VINCENT le 3 mars 2016.

M. VINCENT avoue ne pas en avoir informé les membres du CHSCT D. Il ajoute que sa boîte électronique étant saturée, il ne vérifie plus la réception de ses messages.

M. MENEU revient sur la visite de la cité scolaire LR en faisant remarquer que le DUER de cet établissement n'est pas terminé et toujours en cours d'élaboration.

M. GONON explique que par définition un DUER ne peut jamais être « terminé » car il doit en permanence être actualisé.

M. MENEU propose que les préconisations évoquées à l'occasion de la visite soient présentées à la CHS de l'établissement. Il précise qu'il s'agit d'une proposition de son organisation syndicale l'UNSA.

La directrice académique approuve cette proposition.

M. VINCENT fait remarquer que dans la CHS, les élèves et les parents d'élèves siègent ce qui pourrait être gênant.

La directrice académique confirme le principe du retour de la délégation vers la CHS. Elle ajoute que celui-ci pourrait être effectué uniquement vers un groupe émanant de la CHS sans les parents d'élèves ni les élèves.

M. GONON suggère qu'une partie de la séance pourrait se faire en séance plénière et une autre partie sans les parents d'élèves ni les élèves.

M. ACHOUR observe que la CHS est en charge uniquement de l'hygiène et de la sécurité alors que le sujet abordé concerne les conditions de travail.

M. GONON propose de contacter lui-même le chef d'établissement et demande aux membres du CHSCT D leurs disponibilités.

M. MENEU conseille à M. GONON d'envoyer un Doodle et rappelle qu'il faut faire cela dans un délai raisonnable car la convocation de la CHS doit être faite par le chef d'établissement.

La directrice académique émet l'idée que les membres de la CHS soient simplement invités à une réunion d'information et non pas convoqués à une réelle séance de la CHS.

Le compte-rendu de la visite de la cité scolaire LR est approuvé.

- Validation du compte-rendu de la visite de l'administration SD

La directrice académique aborde la visite de l'administration SD qui a eu lieu le 22 mars et explique que le compte-rendu a été transmis aux membres seulement la veille car il a été envoyé à la DSDEN le 31 mai par M. VINCENT ce qui est un peu court pour alimenter la discussion et donc pour valider le document.

Les membres représentants des personnels confirment ne pas avoir eu le temps d'étudier ce compte-rendu.

M. VINCENT évoque la visite du poste de l'accueil où le personnel estime que la formation à la gestion des conflits l'a beaucoup aidé pour gérer les visiteurs parfois agressifs. Selon lui, cela confirme l'utilité de ces formations.

La directrice académique précise qu'une autre session de formation est prévue.

Mme MARTELOT confirme qu'elle est programmée fin septembre/début octobre.

La validation du compte-rendu de la visite de l'administration SD est reportée à la prochaine séance du CHSCT D.

- Retour sur la visite du 2 juin à l'école TF

Mme FAVIER déplore que la visite ait eu lieu le même jour que la séance du CHSCT académique. Par ailleurs, elle ajoute qu'elle siège en tant que représentante des personnels dans plusieurs instances ce qui l'oblige à s'absenter de son école pour les réunions et les visites : au cours de cette année, elle a compté 13 jours d'absence de sa classe pour lesquels il n'y a pas eu de remplacement. Elle considère cela comme très dommageable.

La secrétaire générale explique que la séance du CHSCT académique a eu lieu en même temps que la visite en raison du report de sa date initiale.

La directrice académique fait savoir que de nouvelles dispositions ont été prises pour l'an prochain afin d'améliorer la situation relative aux remplacements par la création de postes.

Mme FAVIER déclare qu'il est difficile de faire un retour à chaud sur cette visite qui a eu lieu la veille.

Mme VIALLET relate que les représentants de la commune n'ont pas apprécié la visite de la délégation et que la rencontre s'est mal passée.

M. RICHARD précise que le maire n'accepte aucune remarque concernant les locaux.

La directrice académique demande de quelle façon le maire a été prévenu.

Mme MARTELOT répond qu'il a été prévenu par courrier.

M. RICHARD explique que le maire a fait part de son agacement par rapport au nombre de commissions impliquées dans l'école.

Mme VIALLET fait remarquer que le maire n'était pas correct dans son mode de communication. Cependant, il s'est ensuite calmé et les échanges se sont améliorés au cours de la rencontre.

➤ **Enquête relative à l'évaluation des conséquences sur les conditions de travail des personnels de l'éducation nationale suite à la mise en œuvre des rythmes scolaires : communication aux enseignants, exploitation de la question ouverte**

La directrice académique présente le point relatif à la communication aux enseignants et à l'exploitation de la question ouverte dans l'enquête concernant la mise en œuvre des rythmes scolaires. Elle fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'une enquête mais d'un questionnaire. En effet, une enquête nécessite l'élaboration d'un échantillonnage standardisé et représentatif de la population cible ce qui n'est pas le cas ici.

La secrétaire générale vérifie que tous les participants ont reçu les documents. Elle rappelle que 2 387 personnes ont répondu, chiffre qu'elle suggère d'intégrer sur les documents. Elle précise l'objet de la décision à prendre : quel mode de communication des résultats vers les enseignants. Elle suggère l'envoi vers les messageries professionnelles. Il avait été décidé précédemment de transmettre le document en version « power point » en supprimant les profils et les tableaux croisés dynamiques et en ajoutant le logo du CHSCT D.

La directrice académique propose d'ajouter le nombre de professeurs des écoles en Isère : 6 593. Elle pense que le nombre de répondants est statistiquement représentatif, cependant il s'agit exclusivement des personnes qui se sentent concernées par le problème ce qui représente un biais.

M. AGERON souligne que le dysfonctionnement de l'envoi au départ a eu pour conséquence l'abandon de beaucoup d'enseignants qui auraient voulu répondre mais n'ont pas réitéré la tentative.

La secrétaire générale rappelle qu'un délai de plusieurs jours a été ajouté pour compenser le retard de l'envoi.

M. AGERON répond que cela n'était pas suffisant car les enseignants étaient trop découragés pour aller à nouveau sur le lien.

La secrétaire générale demande si les membres valident l'envoi des résultats sur les messageries professionnelles des enseignants avec une modification du titre, la suppression des profils, la suppression de la diapositive « état de la réponse » et l'ajout du logo CHSCT D.

M. AGERON fait valoir sa préférence pour l'envoi de tous les résultats bruts.

M. ACHOUR exprime son accord pour les résultats bruts.

Mme FAVIER se déclare pour supprimer toutes les informations relatives au profil car cela représente une masse d'informations lourdes et inutiles qui risqueraient de diluer l'essentiel.

M. MENEU observe que le questionnaire représente un travail remarquable. Il demande si d'autres expériences semblables existent dans l'académie et si ce travail serait reproductible.

M. ACHOUR répond que lors du CHSCT académique de la veille, il a été demandé de reproduire ce questionnaire.

La directrice académique fait observer qu'au niveau des CHSCT l'intérêt porte sur l'organisation du temps des enseignants. Il est bon de ne pas perdre de vue que la réforme des rythmes scolaires a été mise en place pour les élèves. A ce titre, toutes les enquêtes nationales d'évaluation concernent les élèves et non les enseignants. Le questionnaire mené par le CHSCT D de l'Isère est donc très intéressant.

Elle ajoute que dans les écoles rurales, le partage des locaux apporte des difficultés supplémentaires. Elle informe que, dans le cadre des dotations en équipements, les mairies déposent des dossiers de demandes de financements auprès de la préfecture relatives à des travaux. On remarque que, depuis l'instauration de la réforme, les maires demandent des aménagements de nouveaux locaux pour le péri-scolaire. La DASEN doit donner un avis sur chaque dossier et elle s'attache à donner des avis très favorables à chaque fois.

D'autre part, la charte des bonnes pratiques pour l'utilisation des locaux peut être un bon outil pour aider à la communication entre les enseignants et les mairies. Par ailleurs, les IEN peuvent aussi être sollicités pour donner leur avis.

Mme TOGNARELLI distribue des exemplaires de la charte au sein de l'assistance.

M. AGERON rappelle qu'en ce qui concerne la maîtrise de la salle de classe par les enseignants, les membres représentants des personnels du CHSCT D ont émis 1 avis en date du 3 juin 2013 réitéré le 24 septembre 2015. Il demande si cet avis a été transmis aux maires. Selon lui, cette charte peut devenir un mauvais outil entre les mains de certains élus. En ce qui concerne l'utilisation des locaux, il s'en tient au code de l'éducation.

La directrice académique déclare qu'il s'agit d'un outil pour les enseignants et non pas pour les élus. Il ne s'agit pas d'imposer mais d'accompagner. En cas de difficulté, il y a toujours l'intervention de l'IEN.

M. GIRERD informe qu'environ 20 % des communes ont mis en place des Temps des Activités Péri-scolaires apparemment sans réelle motivation. Dans ces communes, on remarque qu'il y a des distorsions entre le travail demandé et les conditions de travail imposées. Il est donc important que la DASEN et le recteur rappellent aux maires les principes.

La directrice académique explique que le recteur ainsi qu'elle-même sont très fermes en ce qui concerne l'organisation du temps scolaire pour les élèves. Cependant, très souvent la DASEN n'est pas informée des situations où il y a dysfonctionnement. En ce sens il est primordial de rappeler que l'IEN est un interlocuteur important. Il ne faut pas qu'il y ait de tension directe entre le maire et l'école, l'IEN doit jouer son rôle d'intermédiaire.

M. AGERON approuve mais il est d'avis que si les IEN s'en tiennent à la charte, leur arbitrage sera en contradiction avec le code de l'éducation. Selon lui, le questionnaire en Isère confirme que l'utilisation de la salle de classe entraîne une claire dégradation des conditions de travail. Il ajoute que la charte doit prévoir la non utilisation des salles de classe tel que prévu dans le code de l'éducation.

La directrice académique reconnaît l'importance de ce problème mais précise que la plupart des maires en sont conscients puisqu'ils recherchent justement d'autres locaux.

M. MENEU déclare qu'au printemps 2015, 95 % des communes ont déclaré vouloir mettre en place un Projet Educatif de Territoire. Il demande où en sont ces projets à ce jour.

La directrice académique répond que seules 9 communes en Isère ne l'ont pas encore mis en place.

M. MENEU demande des précisions en ce qui concerne l'aspect qualitatif.

Mme TOGNARELLI explique que des commissions techniques avec la DDCS et la CAF ont établi un bilan et un rapport sur les perspectives d'évolution.

Mme POURCHET signale que pour la mise en place des rythmes scolaires, il y a eu une forte implication et participation des IEN pour accompagner les écoles.

La directrice académique annonce qu'il faut rester vigilant. Elle ajoute que heureusement, dans certains cas, les situations évoluent favorablement d'une année à une autre en raison du changement des personnes en poste. En cas de difficultés, les directeurs d'écoles doivent faire appel à l'IEN.

M. AGERON demande à la DASEN si elle va communiquer aux maires l'avis en date du 3 juin 2013 réitéré le 24 septembre 2015 concernant la maîtrise de la salle de classe par les enseignants.

La directrice académique répond qu'elle transmettra cet avis aux présidents des deux associations des

maires présentes en Isère accompagné d'un courrier précisant le contexte.

M. AGERON déclare que la veille en séance du CHSCT académique un avis a été voté demandant que les autres départements de l'académie effectuent un questionnaire équivalent à celui de l'Isère avant la fin du 1^{er} trimestre de l'année à venir.

La secrétaire générale résume la décision prise : faire la restitution du questionnaire vers les enseignants du département de l'Isère par l'intermédiaire de leur messagerie professionnelle.

Mme FAVIER fait remarquer que la décision quant aux profils des répondants n'a pas été prise : les supprimer ou les laisser.

La décision est soumise au vote des représentants des personnels :
2 personnes se déclarent pour laisser les profils, la majorité des votants se déclarent contre.
Décision est prise de supprimer les profils dans les informations transmises aux enseignants.

La secrétaire générale demande quelle décision est prise en ce qui concerne la transmission de la question ouverte.

M. AGERON annonce avoir analysé toutes les réponses à la question ouverte. 939 personnes n'y ont pas répondu. Il pense que la raison en est le manque de temps. 73 % sur les 1 438 répondants déplorent que le mercredi ne soit plus une journée libérée et souhaitent le retour à une journée complète de pause durant la semaine. Certains proposent de travailler le samedi matin.

Il ajoute que les enseignants constatent que les enfants sont fatigués plus tôt à la fin de la journée de classe, à la fin de la semaine, ainsi qu'à la fin de l'année.

La directrice académique fait remarquer que le dépouillement de la question ouverte est ardu et que les réponses en sont inexploitable. C'est pourquoi, en règle générale, les sondages et les enquêtes d'opinion évitent cette forme de question.

M. AGERON conteste le caractère inexploitable des réponses à la question ouverte et déclare ne pas apprécier le peu de cas fait de son travail d'analyse du document. Il ajoute que de nombreuses propositions intéressantes sont faites par les collègues, et que le plus souvent ces propositions recourent les revendications de la profession.

M. GIRERD résume les points principaux qu'il a constaté dans les réponses : l'augmentation de l'amplitude du temps de présence sur le lieu de travail, l'impact négatif sur la santé, les méthodes de travail déstabilisées.

La directrice académique souligne que certains éléments ne relèvent pas des compétences du CHSCT D, par exemple la demande de retour à une semaine de 4 jours et de libération du mercredi. En effet cela touche à l'organisation de la semaine et concerne plutôt le CHSCT ministériel.

Quant à la proposition de travailler le samedi, cette alternative a déjà été testée dans certaines communes qui y ont renoncé ensuite car ce n'était pas satisfaisant. Elle ajoute qu'à sa connaissance même les écoles qui avaient institué les conférences pédagogiques le samedi matin, n'ont pas retenu cette matinée.

Mme FAVIER suggère que, sans émettre un avis, le CHSCT D pourrait diffuser des informations à titre de constat. Selon elle, s'il y avait généralisation de ce questionnaire cela pourrait faire remonter des données intéressantes et ça aurait le mérite de mettre en lumière le positionnement des enseignants.

M. MENEU fait valoir que le CHSCT ministériel a l'obligation d'évaluer la réforme des rythmes scolaires.

La directrice académique approuve en précisant que l'enjeu de cette réforme était une amélioration pour les élèves en intégrant l'idée que la rupture d'une journée d'apprentissages dans la semaine était défavorable à ceux-ci.

M. AGERON remarque que cette réforme est en complète contradiction avec les 2 principaux points sur lesquels les chronobiologistes s'accordent à savoir : la nécessité d'une journée de repos en milieu de semaine et le fait que la fin d'après-midi entre 15h30 et 17h est favorable aux apprentissages. Il ajoute que les CHSCT D n'ont pas été consultés avant la mise en place de la réforme. Il admet que cela relève du CHSCT ministériel et sollicite la DASEN pour qu'elle transmette le diagnostic effectué en Isère et lui demander de diffuser le questionnaire sur toute la France.

La directrice académique répond que le CHSCT académique a déjà sollicité le CHSCT ministériel mais elle fera le nécessaire auprès du recteur de l'académie.

Mme MEYNET rappelle que le CHSCT académique a demandé que les autres départements de l'académie effectuent un questionnaire équivalent à celui de l'Isère. Dans ce cas, la question ouverte risque d'obtenir environ 5 000 réponses. Elle s'interroge sur le mode d'analyse de ces résultats.

La directrice académique propose d'élaborer un outil pour dépouiller les réponses.

M. VINCENT suggère de procéder par identification des mots-clefs.

La directrice académique constate qu'au niveau des résultats du questionnaire, on observe un impact évident sur l'organisation de la vie personnelle et professionnelle. Toute modification des 24 h d'enseignement a forcément un impact. Le fait de passer d'un rythme régulier à un rythme expérimental a évidemment un impact également. Par contre, elle ne comprend pas l'impact au niveau de l'organisation du travail en équipe et pourquoi le fait de travailler sur 5 matinées représente une dégradation.

Mme FAVIER explique que le mercredi était jusqu'à présent un temps de travail consacré à la rencontre de l'équipe et à la préparation de projets en équipe.

M. GIRERD ajoute que les autres jours, après une journée de classe, il est très difficile de se consacrer le soir à ce travail en équipe.

Mme FAVIER précise que de plus, le soir, il y a la vie familiale à assumer.

Mme TOGNARELLI fait remarquer que paradoxalement elle a souvent rencontré des équipes enseignantes qui se plaignaient que le travail sur 4 jours soit trop lourd et ne voulaient pas venir à l'école le mercredi pour ces rencontres de travail.

Mme FAVIER informe qu'il faut ajouter aussi tous les temps institutionnels tels que les conseils de maîtres, les conseils de cycles et toutes les réunions informelles qui ont lieu en dehors de la classe et représentent des moments supplémentaires qui ne peuvent pas être consacrés au travail en équipe.

M. AGERON signale que les classes inclusives imposent un suivi éducatif très important qui demande énormément de temps pris notamment sur les pauses.

La directrice académique admet qu'effectivement aucune école n'est épargnée par l'inclusion. En ce qui concerne le questionnaire, elle s'engage à le transmettre au recteur en y ajoutant quelques indications relatives notamment au contexte. Par ailleurs, elle suggère aux membres du CHSCT D d'émettre un avis avec leurs constatations relatives aux résultats.

D'autre part, elle s'engage à transmettre l'avis en date du 3 juin 2013 réitéré le 24 septembre 2015 concernant la maîtrise de la salle de classe par les enseignants aux présidents des 2 associations de maires présentes en Isère.

M. AGERON propose une première version, écrite en séance, de l'avis relatif à la généralisation du questionnaire sur les rythmes scolaires.

La directrice académique demande à ce que la version définitive soit transmise plus tard à M. VINCENT qui

la transmettra à la DSDEN. Elle soumet l'avis au vote.

Avis n° 1

Le CHSCT D se félicite que le questionnaire « rythmes scolaires et conditions de travail » ait été renseigné par 36 % des professeurs des écoles du département de l'Isère. Les résultats permettent de tirer de nombreux enseignements. Est relevée une nette dégradation des conditions de travail des enseignants en relation directe avec la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Le CHSCT D propose que le CHSCT M réfléchisse à l'utilisation et à la généralisation de ce questionnaire pour l'ensemble du territoire national.

Adopté unanimement

M. VINCENT revient sur l'analyse de la question ouverte.

La secrétaire générale considère que cette question avait pour objectif une expression libre susceptible d'indiquer quelques orientations. Mais au vu de l'ampleur des réponses il lui semble que la diffusion n'en est pas envisageable.

M. AGERON propose que sans envoyer les réponses, celles-ci soient tout de même mises à disposition des personnes qui éventuellement seraient intéressées pour les consulter.

La directrice académique invoque le problème de la saturation des messageries que l'envoi risquerait d'accentuer.

La secrétaire générale suggère également une mise à disposition sans envoi.

Mme FAVIER est d'accord cependant elle attire l'attention sur la nécessité du respect de l'anonymat des répondants.

La directrice académique propose la mise à disposition des résultats aux personnes qui les demanderont.

➤ Questions diverses

- Collège LA

M. VINCENT déclare que la situation des enseignants de la SEGPA du collège LA est compliquée.

La directrice académique donne les dernières informations : depuis le 24 mai 2016, une nouvelle directrice a été nommée pour la SEGPA, en conséquence la situation n'est plus la même. En ce qui concerne les 2 personnes en souffrance, l'une est toujours en arrêt maladie, l'autre, après avoir reçu une proposition de mutation sur un autre poste a préféré rester dans la SEGPA.

M. VINCENT informe que le problème serait de l'ordre du harcèlement sexuel.

Mme AMODIO annonce que le CHSCT D souhaite effectuer une visite sur place accompagné du médecin.

La directrice académique fait remarquer qu'un cas de harcèlement sexuel relève de la police.

Mme MEYNET fait valoir que c'est compliqué d'alerter la police.

La directrice académique demande si des éléments précis factuels délictuels ont été transmis au CHSCT D. Si c'est le cas, elle informe que l'article 40 du code de procédure pénale impose à toute personne ayant connaissance de tels faits d'en informer le parquet. Elle attire l'attention sur l'importance de rapporter fidèlement des propos et non pas d'en faire l'interprétation. Elle demande également si le Dr. VIAL a rencontré les personnes impliquées.

Mme AMODIO répond que le Dr. VIAL a reçu les plaignants mais les faits se sont produits après cette rencontre. Elle précise qu'elle n'est pas sûre à 100 % qu'il y ait cas de harcèlement sexuel et préfère décrire les faits rapportés comme « pouvant faire penser que cela pourrait relever de harcèlement sexuel ». Elle ajoute qu'il y a eu dépôt de plainte.

La directrice académique observe qu'une visite ne peut pas être programmée avec de tels éléments pour fondement. Elle précise que le dépôt de plainte n'implique pas que la personne incriminée comme auteur des faits soit coupable. Elle conclut que dans la mesure où l'origine des difficultés des enseignants reste aussi ambiguë, une visite sur place n'est pas envisageable.

M. MENEU remarque qu'un dépôt de plainte entraîne l'ouverture d'une enquête mais le cas peut aussi relever de la demande de protection juridique. Le simple fait de rapporter les faits permet à l'instance et aux personnes concernées de déclencher la procédure. L'intérêt réside dans le fait que cela décharge complètement l'institution.

Mme AMODIO précise que la situation qui pourrait faire penser à un cas de harcèlement sexuel ne concerne pas les deux enseignantes évoquées en début de discussion.

Décision est prise de faire le point de la situation en septembre.

- Ecole SG

Mme AMODIO explique qu'il existe un conflit entre enseignants dans cette école. L'IEN est intervenue mais la situation n'est pas apaisée. Une des enseignantes a demandé à participer au mouvement. Au niveau du CHSCT D, l'objectif se limite plutôt à l'observation et au suivi dans le cas où cette enseignante ne muterait pas.

La secrétaire générale précise qu'une médiation a été organisée mais qu'elle n'a pas abouti. L'une des enseignante a, d'une part demandé à participer au mouvement et, d'autre part postule pour partir en formation de psychologue scolaire.

- Ecole UL

M. VINCENT déclare ne pas connaître d'éléments nouveaux.

La directrice académique lui demande de la tenir informée en cas d'évolution de la situation.

M. ACHOUR fait remarquer qu'il n'est au courant de rien car il n'a reçu aucune information et interroge sur la procédure de remontée des situations.

La secrétaire générale explique qu'aucune information n'est parvenue à la DSDEN. C'est M. VINCENT qui a signalé vouloir présenter cette situation. Du côté de la DSDEN, l'IEN avait informé avoir pris en charge la situation avec l'équipe enseignante ce qui avait apporté une amélioration. Personne ne savait que les problèmes subsistaient.

- Ecole VN

Mme AMODIO signale avoir reçu une fiche RSST pour intrusion dans les locaux et disparition de matériels sans effraction.

Mme POURCHET explique que cette école est reliée à l'école de musique dont elle n'est séparée que par des portes coupe-feu.

La directrice académique déclare ne pas avoir d'information. Elle propose de voir avec l'IEN si celle-ci a été saisie et imagine qu'il faudra interpellé la mairie.

Mme MEYNET se déclare étonnée que la directrice académique ne soit pas au courant d'un vol avec dépôt de plainte.

La directrice académique explique qu'elle reçoit les informations de la part des écoles ou des IEN. Elle précise qu'il y a 936 écoles et à peu près 200 EPLE en Isère. Parmi ce nombre, il y a forcément des faits qui ne remontent pas. D'ailleurs en ce qui concerne les affaires qui se règlent directement sur le terrain, il n'y a pas lieu d'informer la DASEN.

- Ecole QM

Mme AMODIO signale qu'elle a été interpellée par une enseignante en ULIS qui reçoit tous les jours des coups et des crachats de la part d'une élève qui agresse de la même façon l'AVS, les autres enseignants et les élèves. Plusieurs fiches RSST ont été complétées sans aucun retour.

La directrice académique précise que 4 fiches RSST sont parvenues à la DSDEN.

Mme AMODIO déclare qu'il existe en fait 8 fiches au total.

La directrice académique explique qu'un accompagnement renforcé a été mis en place avec l'aide de l'ASH.

Mme AMODIO fait remarquer que malgré cela la situation est anormale.

La directrice académique l'admet, précise que cette situation est connue et accompagnée par une AVS individuelle et informe qu'à la rentrée, l'élève ne sera plus dans cette école car elle sera scolarisée dans un établissement spécialisé. Par ailleurs, elle fait remarquer qu'elle n'était pas en possession de la totalité des informations transmises par Mme AMODIO.

Mme AMODIO demande quelles mesures sont mises en place pour protéger l'enseignante jusqu'à la fin de l'année scolaire.

La directrice académique observe que l'enfant relève du cadre de l'obligation scolaire, cependant dès la 1ère agression, on doit réagir. Il semblerait que dorénavant cette élève se sente autorisée à ce comportement. Elle considère qu'effectivement on ne peut pas laisser l'enseignante se faire malmené et qu'il faut reprendre la situation en main. Elle propose d'interpeller le CPC ASH et l'IEN ASH afin qu'ils examinent très rapidement la situation de l'enfant au vu des dernières informations.

Mme MEYNET déclare qu'elle va informer l'enseignante de cela.

M. AGERON demande combien d'heures AVS sont accordées par semaine.

Mme AMODIO répond que 18h par semaine sont accordées depuis le mois de décembre.

Elle ajoute que les représentants des personnels souhaitent émettre un avis au sujet de cette situation. Elle lit la proposition d'avis.

Avis n° 2

Suite à la connaissance et à la lecture des fiches RSST, le CHSCT départemental de l'Isère, réuni en séance le 3 juin 2016, demande à Madame la DASEN de prendre le plus rapidement possible toutes les dispositions nécessaires avec objectif de résultat afin de garantir la sécurité, l'intégrité physique et morale des personnels enseignants et AVS qui interviennent dans l'ULIS de l'école QM.

Adopté par 6 voix pour, 1 abstention

- Lycée LL

La directrice académique présente la situation. Les enseignants ont été reçus en audience au rectorat le 19 mai sans la présence de leur chef d'établissement. Ils ont fait part de difficultés de fonctionnement et notamment de gros problèmes de communication entre la direction et l'équipe enseignante. Il a été décidé de missionner un IA-IPR. Elle suppose que la saisine du CHSCT D a dû être effectuée avant cette audience.

M. AGERON confirme.

La directrice académique suggère qu'une visite soit organisée dans cet établissement cependant elle insiste sur la nécessité de vérifier si cela est réellement judicieux.

M. AGERON informe que depuis l'entrevue au rectorat, la situation ne s'est pas améliorée.

La directrice académique constate qu'effectivement une audience au rectorat ne signifie pas que la situation est résolue. C'est pour cela qu'elle pense qu'une visite du CHSCT D pourrait être complémentaire de l'action de l'IA-IPR.

M. AGERON propose qu'une attention particulière soit apportée dès la rentrée à cet établissement, et qu'un CHSCT D extraordinaire soit tenu à la première alerte.

La directrice académique quitte la séance ; la présidence est assurée par la secrétaire générale.

- Ecole GV

Mme AMODIO explique que 4 enseignants sont actuellement en congé maladie. Elle rappelle que les représentants des personnels membres du CHSCT D avaient demandé que toutes les fiches de signalement leur soient transmises. Il avait été répondu que cela n'est pas nécessaire dans les cas où la situation est directement réglée au niveau du terrain. Or, dans ce cas, la situation s'est aggravée. Environ 3 ou 4 élèves présentant de grandes difficultés de comportement, très violents sont répartis dans plusieurs classes et influencent d'autres enfants au comportement déjà limite. L'IEN a rencontré les enseignants mais sans que cela n'ait produit aucun résultat. Les enseignants ne s'en sortent plus et déclarent ne pas être entendus, ils sont en grande souffrance.

Mme TOGNARELLI déclare avoir connaissance de cette situation qui a débuté avec un enfant en particulier qui est actuellement hospitalisé et a fait l'objet de plusieurs signalements au procureur. A cela s'ajoute une fratrie de 3 enfants en provenance d'une autre école. Et il y a un phénomène d'amplification des débordements au niveau d'autres enfants. Il y a un projet de mobiliser au moins durant une semaine

plusieurs professionnels du RASED et le psychologue scolaire pour effectuer des actions au niveau du comportement des enfants. De plus, à la rentrée prochaine, un stage de formation sera proposé aux enseignants.

Mme FAVIER signale que la mère de l'un des élèves incriminés dénigre l'école. Les enseignants pensent que l'IEN devrait la rencontrer.

Mme TOGNARELLI annonce que l'IEN l'a effectivement reçue.

Mme FAVIER fait savoir que les enseignants avaient établi une sanction mais, à la demande de la mère, l'IEN, sans en informer les enseignants, a levé la sanction.

Mme TOGNARELLI explique que la durée de la sanction était trop longue.

Mme FAVIER informe que l'IEN s'est informé uniquement auprès de la mère sans rien demander aux enseignants. Il a pris sa décision à partir d'éléments erronés. Elle considère que cette équipe enseignante fonctionne très bien avec une excellente coopération entre les enseignants mais il y a un problème de communication avec l'IEN. Elle insiste sur le fait que la situation est devenue intenable.

Mme TOGNARELLI précise que l'IEN va rencontrer les enseignants et mettre en place un accompagnement par le RASED, un CPC et un PEMF si besoin.

Mme FAVIER observe qu'une des solutions envisagées pourrait être un temps de décharge augmenté pour la directrice car cette école est trop complexe.

M. ACHOUR estime que la sanction n'est pas une solution, il serait plus pour un aménagement.

Mme AMODIO explique que la famille refuse la MDPH.

M. AGERON déclare que le recteur et la DASEN doivent prendre conscience que ce type de cas est de plus en plus fréquent. Il dit avoir déjà entendu, en CHSCT A, que les enseignants ayant des difficultés avec certains élèves devraient se « professionnaliser ». Il estime qu'un enseignant ordinaire n'est pas un enseignant spécialisé et qu'il doit s'occuper de tous ses élèves. Il ajoute qu'il est prévisible que les problèmes augmentent l'an prochain du fait des CLIS et des SEGPA devenant ULIS, avec intégration de tous les élèves dans les classes ordinaires. Il insiste sur la nécessité de scolariser les enfants présentant des troubles sévères du comportement dans des établissements spécialisés.

Mme TOGNARELLI fait observer que la discussion ne porte pas sur le traitement des élèves en situation de handicap mais vise à trouver des solutions pour instaurer un climat plus serein dans la classe. Elle rappelle que la loi prévoit que ces enfants doivent bénéficier d'une scolarisation ordinaire.

M. ACHOUR admet que tout le monde peut comprendre cela cependant la difficulté réside dans le fait que contrairement à un milieu professionnel psychiatrique, à l'école on ne peut pas déplacer le patient dans un autre service. En effet, en milieu psychiatrique, c'est la solution adoptée pour permettre aux soignants de se ressourcer et prendre du recul. Les enseignants n'ont pas de possibilité de repos alors qu'on leur demande de s'adapter à la situation.

Mme TOGNARELLI explique que la difficulté réelle surgit lorsqu'il n'y a pas de dialogue avec la famille. Lorsque la communication avec la famille est établie, progressivement cela débouche sur une prise en charge adaptée. Elle ajoute que dans le cas de l'enfant actuellement hospitalisé, des signalements ont systématiquement été effectués au SAMU ou aux pompiers ce qui finalement a débouché sur l'hospitalisation. Elle insiste sur le fait qu'il ne faut pas baisser les bras.

Mme FAVIER précise que 5 enseignants sont malades à cause de cette situation.

M. AGERON déclare qu'il sera à terme nécessaire de lancer le débat sur les inclusions, et de tenir un CHSCT D extraordinaire exclusivement consacré à cette question, car les problèmes s'étendent de plus en plus. L'arrivée d'un élève qui présente un handicap accompagné de troubles du comportement déstabilise toute une classe et parfois toute une école et a pour conséquence la dégradation de l'apprentissage pour les autres élèves et la dégradation des conditions de travail des enseignants. Certains parents enlèvent leurs enfants de l'école publique pour les inscrire dans des écoles privées. Ce mouvement est particulièrement perceptible depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Mais un mouvement inverse, de moindre importance, a désormais cours : l'exclusion des enfants perturbés et perturbateurs des écoles privées.

La secrétaire générale explique que toutes les situations sont observées et prises en compte et que tout le monde se montre très sensibilisé sur ce problème.

Mme FAVIER demande que toutes les fiches RSST remontent au CHSCT D car sans cela, les cas tels que celui-ci ne pourraient pas être examinés en séance.

La secrétaire générale prend note de cette demande.

M. VINCENT annonce que les membres du CHSCT D représentants des personnels souhaitent émettre un avis demandant une décharge horaire des enseignants de l'école GV.

La secrétaire générale répond que le CHSCT D n'est pas compétent en matière de moyens. C'est le CTSD qui est compétent en la matière. Et elle lui suggère de faire part de sa demande lors du prochain CTSD.

La séance est close à 13h

La directrice académique
de la DSDEN,
présidente de séance,

SIGNÉ

Dominique FIS

La secrétaire de séance,

SIGNÉ

Catherine MARTIN-BORRET

Le secrétaire du CHSCT

SIGNÉ

Jean VINCENT